



Djihad et vidéos de propagande : le cas Boko Haram

Marc-Antoine Pérouse de Montclos

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2018/3 Automne**, PAGES 171 À 183
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365678179

DOI 10.3917/pe.183.0171

Date de mise en ligne : 14/09/2018

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2018-3-page-171?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Djihad et vidéos de propagande : le cas Boko Haram

Par **Marc-Antoine Pérouse de Montclos**

Marc-Antoine Pérouse de Montclos est directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD).

Faute de pouvoir accéder à des zones de guerre, nombre de chercheurs étudient les mouvements insurrectionnels ou terroristes à travers le prisme des vidéos de propagande. L'exemple de Boko Haram illustre les limites d'une telle méthode qui méconnaît les réalités du terrain et accorde trop de poids aux arguments de nature religieuse. La propagande veut donner à croire qu'il existe une Internationale djihadiste. Les dynamiques socio-logiques à l'œuvre au Nigeria invitent à nuancer une telle vision.

politique étrangère

Les décideurs évoluent souvent dans le brouillard de la guerre lorsqu'ils cherchent à comprendre les motivations et l'évolution des groupes djihadistes, notamment en Afrique subsaharienne. Qu'il s'agisse de la nébuleuse des chebabs en Somalie, de Boko Haram autour du lac Tchad, ou d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), la puissance des rumeurs et les difficultés d'accès au terrain entravent la capacité à recouper les informations et à en vérifier la fiabilité¹. Ajoutant à la confusion, certains groupes portent des noms identiques. Ils évoluent rapidement, et leurs innombrables scissions compliquent l'établissement de listes noires qui, légalement, permettent d'autoriser l'usage de la force militaire contre des mouvements terroristes.

Faute de mieux, bien des décideurs se contentent d'analyser la nébuleuse djihadiste à partir de ses vidéos de propagande. C'est le cas pour Boko Haram, secte née vers 2002 dans la région du Borno au Nigeria et aujourd'hui active dans les quatre pays riverains du lac Tchad (Nigeria, Cameroun, Tchad et Niger). Ce mouvement reste l'un des plus mystérieux qui soient, en dépit de la profusion d'études qu'il a pu susciter depuis l'enlèvement très médiatisé des lycéennes de Chibok en 2014. *A priori*,

1. R. Douglass et C. Rondeaux, *Mining the Gaps: A Text Mining-Based Meta-Analysis of the Current State of Research on Violent Extremism*, United States Institute for Peace, 2017.

il paraît donc utile d'en développer l'analyse à partir d'un recueil choisi de ses pamphlets, de ses livres, de ses sermons et de ses vidéos. Leur lecture permet en effet d'apprécier l'évolution idéologique du mouvement, y compris dans ses aspects les plus délirants, quand, par exemple, un de ses leaders, Abubakar Shekau, vante les mérites d'Allah parce que Dieu est omniscient et donc plus efficace que la CIA...

Dans un livre récent, le *Boko Haram Reader*², deux chercheurs nigériens vivant aux États-Unis et en Grande-Bretagne, Abdulbasit Kassim et Michael Nwankpa, proposent ainsi de revenir sur l'histoire de la secte à partir de documents présentés par ordre chronologique, sur la base de traductions du haoussa, de l'arabe et, dans une moindre mesure, du kanouri. L'étude des sermons du groupe permet notamment de mieux comprendre la genèse du surnom Boko Haram («l'éducation occidentale est sacrilège³»). Récusée par la secte, cette appellation est souvent comprise à tort comme l'expression d'un rejet du mot «livre» en anglais (*book*), alors qu'elle fait surtout référence à la notion de tromperie en haoussa (*boko*). Les sermons du fondateur de la secte, Muhammad Yusuf, le montrent à leur manière lorsqu'ils répudient les illusions du modèle de développement occidental et les mensonges des prétendus démocrates au pouvoir au Nigeria. Muhammad Yusuf dénonçait en l'occurrence la dissimulation des hommes politiques autant que la mystification des acteurs de cinéma incarnant des personnages qu'ils n'étaient pas, par exemple des femmes mariées et en réalité célibataires. C'est le caractère répétitif de ses sermons que moque le sobriquet *boko haram*.

Des problèmes de traduction et d'authentification

Le *Boko Haram Reader* est aussi intéressant par ses faiblesses. Il montre les limites méthodologiques d'une analyse à distance d'un groupe insurrectionnel à travers ses seuls messages de propagande. Le résultat est quelque peu désincarné et déconnecté du terrain, comme si on essayait de comprendre le nazisme sur la seule base de la lecture de *Mein Kampf*. Le corpus proposé n'est ni exhaustif ni complètement original. Il manque des documents importants, par exemple à propos des revendications exprimées

2. A. Kassim et M. Nwankpa (dir.), *The Boko Haram Reader: From Nigerian Preachers to the Islamic State*, Londres, Hurst, 2018.

3. Le sobriquet Boko Haram a en l'occurrence été donné par les autochtones à partir de 2006, puis par les journalistes locaux au moment de la première grande confrontation avec les forces de sécurité nigérianes en 2009. Auparavant, la secte n'avait pas de nom mais était parfois appelée Yusufiyya en référence à son fondateur Mohamed Yusuf. Repris en main par Abubakar Shekau après 2009, le groupe s'est ensuite présenté comme la «Congrégation des Compagnons du Prophète pour la propagation de la tradition sunnite et la guerre sainte» (*Jama'atu Ahlis-Sunnah Lidda'awati Wal Jihad*). Début 2015, une de ses factions a prêté allégeance à Daech sous le nom de «Province de l'État islamique en Afrique de l'Ouest» (*Wilayat Gharb Ifriqiyah*).

pour négocier la libération de la famille française des Moulin-Fournier, détenue par des combattants de Boko Haram en 2013. De plus, les compilateurs ont négligé certains textes du groupe, disponibles ailleurs et qui ne sont pas cités, ou publient des documents déjà commentés en ligne⁴.

Il aurait pourtant été intéressant de recouper les sources, notamment pour affiner la datation des documents présentés. Abdulbasit Kassim et Michael Nwankpa n'ont guère cherché à confronter les traductions qui, pourtant, peuvent parfois varier significativement selon leurs auteurs. C'est d'autant plus regrettable que leur propre traduction est parfois contestable, en particulier quand ils reprennent à leur compte le récit dominant des médias sur la prétendue déclaration par Boko Haram d'un califat à Gwoza en 2014. En réalité, la déclaration filmée d'Abubakar Shekau mentionnait la sanctuarisation d'une terre islamique, voire des velléités de création d'un État. De califat il n'était pas question, sauf au début de la vidéo dans un titre ajouté en anglais et bizarrement signé du surnom abhorré du groupe, Boko Haram⁵. Manipulation des services secrets nigériens, ou insert mal traduit par un journaliste local ?

Manipulation des services secrets nigériens ou insert mal traduit ?

Tout au long de leur ouvrage, Abdulbasit Kassim et Michael Nwankpa ne mettent guère en doute l'authenticité des vidéos qu'ils commentent. Ce point aurait pourtant mérité d'être discuté. Les services secrets nigériens ont parfois produit, trafiqué et fait circuler de fausses vidéos pour incriminer, entre autres, la minorité chiite, dont le responsable a été embastillé fin 2015, accusé à tort d'avoir fomenté une tentative d'assassinat contre le chef d'état-major de l'armée. Les membres de Boko Haram ne sont pas dupes, et ont eux-mêmes accusé leurs détracteurs d'avoir déformé leurs propos. En 2012, ils ont ainsi attaqué les bureaux du journal *This Day* pour se venger d'un article qui, sur la base d'un message vidéo, les présentait comme des fanfarons promettant d'annihiler le gouvernement en moins de trois mois, ce que leur leader n'avait jamais dit.

Les spécialistes, eux, ne pourront pas vraiment vérifier l'authenticité des vidéos commentées dans le *Boko Haram Reader*. Dans nombre de cas, les hyperliens sont rompus, ou les adresses web n'existent plus.

4. Il en va ainsi du pamphlet revendiquant l'attaque de la prison de Bauchi en 2010, que l'on peut trouver sur le site internet du projet NigeriaWatch, ou encore de la charte fondatrice en 2012 d'un groupe dissident de Boko Haram, Ansaru, qui a été traduite par Mathieu Guidère. Voir M.-A. Pérouse de Montclos (dir.), *Boko Haram: Islamism, Politics, Security, and the State in Nigeria*, Los Angeles, Tsehai, 2015.

5. M.-A. Pérouse de Montclos, «Boko Haram et Daech : simple alliance médiatique ?», *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, n° 32, avril-mai 2016, p. 31-32.

Ce qui n'empêche pas les deux chercheurs nigériens d'annoncer en fin d'ouvrage la publication de deux livres d'Abubakar Shekau, que l'on s'est peut-être procurés à Langley mais que personne n'a jamais vu dans le Borno.

La question n'est pas anodine. Depuis Houston et Londres, Abdulbasit Kassim et Michael Nwankpa analysent des vidéos âprement discutées par les services de sécurité mais très difficilement accessibles pour les populations du Borno, à qui elles ne sont sans doute plus destinées. Or les deux chercheurs nigériens ne développent aucune réflexion sur l'audience ni l'impact de documents audiovisuels qui, en réalité, ne circulent quasiment pas non plus sur les réseaux sociaux djihadistes – entre autres raisons parce qu'ils sont inintelligibles pour des Arabes. De ce point de vue, leur analyse en chambre montre vite ses limites. On peut à la rigueur comprendre que, comme souvent, des auteurs anglo-saxons ne citent pas des travaux qui ont pour seul défaut d'être publiés en français⁶. Mais leurs lacunes deviennent franchement gênantes lorsqu'ils ignorent des décryptages en anglais qui vont à l'encontre de leur thèse, et qui insistent sur la dimension locale plutôt que globale des invectives des leaders de Boko Haram⁷.

La surdétermination de la motivation religieuse

On touche ici au cœur du problème. Il est évidemment important d'analyser les vidéos de propagande des groupes djihadistes. Mais ce n'est pas suffisant pour comprendre les ressorts d'une insurrection. À sa manière, la compilation d'Abdulbasit Kassim et Michael Nwankpa n'est pas seulement un bréviaire de Boko Haram ; elle est aussi un manuel des écueils méthodologiques à éviter. Ainsi, elle revient à surdéterminer le rôle du religieux et des influences globales dans la trajectoire du groupe. Elle ne dit rien des exactions ni des massacres de l'armée, qui ont nourri et légitimé l'insurrection dans la région du Borno. Pour affirmer que Boko Haram serait le groupe djihadiste le plus meurtrier du monde, les deux chercheurs nigériens se contentent d'avancer des chiffres de victimes sans citer aucune source. Le décor est planté, et révèle un biais manifeste.

Dans leur avant-propos, Abdulbasit Kassim et Michael Nwankpa prennent pourtant soin d'équilibrer leur approche, en remerciant de leur soutien Alex Thurston et Jacob Zenn, deux analystes connus pour leurs

6. Voir notamment É. Apard, «Boko Haram, le jihad en vidéo», *Politique africaine*, n° 138, 2015, p. 135-162.

7. B. Eveslage, «Clarifying Boko Haram's Transnational Intentions, Using Content Analysis of Public Statements in 2012», *Perspectives on Terrorism*, vol. 7, n° 5, 2013, p. 47-76.

profonds désaccords sur l'ampleur des connections internationales de Boko Haram⁸. La démarche est assez singulière, et rappelle quelque peu la façon dont les insurgés du Borno trouvent le moyen de célébrer tout à la fois le leader d'Al-Qaïda Ayman Al-Zawahiri, et son ennemi juré de l'État islamique le « calife » Abou Bakr Al- Baghdadi. Mais le doute est vite dissipé quand les deux chercheurs nigériens remercient aussi les penseurs de l'islam officiel au Nigeria, tels Usman Bugage à Kaduna ou Mukhtar Bunza à Sokoto. Dans un ouvrage publié par Jacob Zenn à l'académie militaire de West Point, Abdulbasit Kassim propose ainsi une interprétation très globale du djihad de Boko Haram, groupe qu'il présente comme ayant une présence dans de « nombreux pays d'Afrique de l'Ouest et au-delà⁹ ».

L'introduction de David Cook, professeur américain d'études religieuses, est tout à fait significative à cet égard. Affirmant sans preuves que le fondateur de la secte, Muhammad Yusuf, aurait vécu plusieurs années en Arabie Saoudite, il soutient que celui-ci n'aurait guère cherché à prendre la défense des pauvres ni à discuter des problèmes économiques qui affligent le pays le plus peuplé d'Afrique. Muhammad Yusuf était pourtant très critique de la corruption de la classe dirigeante. Ses sermons révèlent une réelle conscience politique qui contredit l'analyse d'un groupe uniquement centré sur des questions religieuses.

De fait, les documents présentés et sélectionnés par Abdulbasit Kassim et Michael Nwankpa pourraient être interprétés tout autrement, qu'il s'agisse d'évoquer les rapports de Boko Haram avec les chrétiens et l'*establishment* musulman, la décision de s'engager dans la lutte armée, ou les connexions internationales avec d'autres groupes djihadistes. Les évolutions sont importantes à cet égard. Dans un sermon de mai 2008 par exemple, Muhammad Yusuf invitait ses fidèles à ne pas brûler les églises chrétiennes. « Laissez-les en l'état, disait-il, pour qu'elles nous servent ensuite d'entrepôts lorsque le djihad aura triomphé. Vous feriez bien mieux d'aller tuer les mécréants [sous-entendu les apostats musulmans] qui ne tiennent pas leurs promesses [d'appliquer la charia] et qui ne cessent d'attaquer notre religion¹⁰. »

8. L'auteur de ces lignes est lui-même partie de cette controverse. Cf. A. Higazi, B. Kendhammer, K. Mohammed, M.-A. Pérouse de Montclos et A. Thurston, « A Response to Jacob Zenn on Boko Haram and al-Qa'ida », *Perspectives on Terrorism*, vol. 12, n° 2, avril 2018, p. 203-213.

9. A. Kassim, « Boko Haram's Internal Civil War: Stealth Takfir and Jihad as Recipes for Schism », in J. Zenn (dir.), *Boko Haram Beyond the Headlines: Analyses of Africa's Enduring Insurgency*, US Military Academy, Combating Terrorism Center, 2018, p. 3-32.

10. Sauf mention contraire, toutes les citations qui suivent sont tirées du *Boko Haram Reader*.

Le groupe n'avait clairement pas pour principal ennemi les chrétiens du Borno, minoritaires dans la région. Muhammad Yusuf ciblait essentiellement la classe dirigeante musulmane. À la suite d'abus policiers, sa « déclaration de guerre » à l'État nigérian n'invitait pas non plus ses fidèles à attaquer les chrétiens. C'est après l'exécution extrajudiciaire de Muhammad Yusuf par la police en juillet 2009 que son successeur, Abubakar Shekau, a promis d'aller « détruire toutes les églises, de renverser la Constitution et d'imposer l'islam par la force ».

Le groupe n'avait pas pour principal ennemi les chrétiens du Borno

L'étude des sermons et des interviews de Muhammad Yusuf est tout aussi intéressante dans ce qu'elle révèle de la montée des tensions avec les clercs musulmans de la région, notamment les « Izala », habituellement présentés comme les wahhabites du Nigeria. Les disputes portent, entre autres, sur la date d'ouverture des fêtes religieuses et le contrôle des lieux de culte. En 2008, dans la localité de Monguno, qui comptait trois mosquées, les fidèles de la secte sont par exemple expulsés après avoir dénoncé des détournements de fonds des imams Izala. Plus de 60 d'entre eux sont alors arrêtés par la police lorsqu'ils vont inaugurer leur propre mosquée. On retrouve ensuite le même problème dans l'État de Sokoto en 2009, cette fois au nord-ouest du Nigeria, quand l'émir d'Argungu invite les Izala à prêcher contre Boko Haram. La rupture est définitivement consommée quand, un mois avant sa mort, Muhammad Yusuf dénonce les Izala comme « des suppôts de la démocratie [occidentale] et des étudiants de George W. Bush. Ces hypocrites ne se rendent peut-être pas compte du tort qu'ils causent. Mais ils sont désormais notre cible prioritaire, eux et leurs soutiens au gouvernement. Nous ne nous laisserons plus bernier par leurs belles paroles ».

Le basculement dans la lutte armée

Le basculement dans la lutte armée n'est alors plus qu'une question de jours. Selon David Cook, la confrontation violente avec les autorités était « inévitable », quoi qu'il en soit par ailleurs du rôle joué par l'exécution extrajudiciaire de Muhammad Yusuf, qui poussa le mouvement à entrer dans la clandestinité et à rompre les contacts entretenus de longue date avec le gouverneur du Borno. L'étude des sermons de la secte avant ces événements révèle pourtant un certain sens du compromis, un mélange bizarre de pragmatisme et de fureur sur la base d'une duplicité et d'ambiguïtés plus ou moins ouvertement assumées. Indéniablement, Muhammad Yusuf affiche vite son désir de déclarer le djihad. Mais il est réaliste. Il se dit contre le gouvernement mais pas contre le peuple : « Avec qui donc pourrait-on

faire le djihad ? Il faut d'abord prêcher l'islam, convaincre de la nécessité de réformer le système et prendre notre mal en patience avant d'envisager de s'emparer du pouvoir.»

Les documents disponibles dévoilent également de fortes dissensions dans le groupe. D'un côté, il y a les talibans de Kanama qui, depuis les zones rurales de la frontière du Niger en 2003, avaient commencé à combattre les forces de sécurité du Nigeria à une époque où le président, Olusegun Obasanjo, était un chrétien. De l'autre, il y a Muhammad Yusuf qui, dans la ville de Maiduguri, commence à monter en puissance au moment où un président musulman, Umaru' YarAdua, est élu à la tête du Nigeria en 2007. Le leader de la secte, qui a pignon sur rue, est beaucoup plus mesuré. Il entend d'abord éduquer la population et essayer de faire appliquer la charia avant d'envisager de recourir à la lutte armée. De l'aveu même d'Abdulbasit Kassim, il a alors été «excommunié» par les talibans, qui l'ont accusé d'être un infidèle... avant de se réconcilier avec lui et de se placer sous sa protection pour échapper aux poursuites des forces de l'ordre¹¹. Pour sa part, Muhammad Yusuf devait renier les talibans de Kanama. Dans une interview accordée à l'AFP en 2006 mais éludée par le *Boko Haram Reader*, il se disait plutôt favorable à «l'établissement d'un gouvernement islamique par le dialogue¹²».

À la suite d'abus policiers en juin 2009, Muhammad Yusuf laisse encore la voie ouverte à la négociation. Il rappelle l'accord passé avec le gouvernement du Borno, qui s'était engagé à le laisser pratiquer «sa» religion sans interférences de la part des clercs musulmans au pouvoir. Muhammad Yusuf se dit même prêt à répondre à une convocation de la police et à aller jusqu'à Abuja pour s'expliquer. Plutôt que de prendre le maquis souligne-t-il, il a cherché à retenir ses fidèles, et a permis d'éviter des débordements qui auraient pu être encore plus graves. En fait de «déclaration de guerre», titre donné *a posteriori* à son sermon, on ne trouve nulle part d'appel à renverser le gouvernement. Muhammad Yusuf sait bien que les rapports de force ne jouent pas en sa faveur.

En revanche, il refuse de baisser les bras et de faire cesser les manifestations de rues de ses fidèles protestant contre les exactions du gouvernement. La tonalité générale de son discours relève de la vengeance. Il a été suffisamment patient, et ne va plus se laisser faire. Cette fois,

11. A. Kassim, «Boko Haram's Internal Civil War: Stealth Takfir and Jihad as Recipes for Schism», *op. cit.*, p. 11.

12. E. Goujon et A. Abubakar, «Nigeria's "Taliban" Plot Comeback from Hide-outs», AFP, 11 janvier 2006.

dit-il, il ne prendra pas son téléphone pour essayer de régler les problèmes. Le temps de l'écriture et du prêche est terminé. Il n'admettra pas que les autorités continuent de lui faire « obstruction ». La parole de Muhammad Yusuf est pour le moins ambiguë à cet égard. En effet, il invite ses fidèles à l'obéissance, mais sans préciser à qui : à lui ? Aux autorités ? Aux commandants de la révolte à venir ? « Certains, déclarent-il, considèrent que le djihad n'est pas la solution. S'ils ont raison, alors qu'Allah leur donne la victoire. Mais s'ils mentent, ils vont droit à l'échec. »

Un rêve lointain : le djihad global

Après l'exécution extrajudiciaire de Muhammad Yusuf en juillet 2009, le groupe entre dans la clandestinité et cherche à se venger en menant des attaques qui évoquent de plus en plus un modèle terroriste global. À l'international, il cherche notamment à se rapprocher d'Al-Qaïda au Mali puis de l'État islamique en Irak et en Syrie¹³. Un membre du conseil exécutif d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Abou Al-Hassan Rachid Al-Boulaydi, prodigue par exemple ses conseils aux combattants ayant repris le flambeau de Muhammad Yusuf. Écrite en 2011 et publiée tardivement (en 2017) par *Al-Andalus*, l'organe de propagande d'AQMI, sa « lettre » répond aux demandes d'une délégation de Boko Haram envoyée par Abubakar Shekau. Cette délégation se composait de trois hommes, dont Khalid Al-Barnawi, le futur fondateur d'une organisation dissidente, Ansaru. Le document mentionne l'arrivée au Sahara de dizaines de jeunes combattants en provenance du Nigeria, et non de « centaines » comme l'ont annoncé certains journalistes en mal de sensationnalisme¹⁴.

Pour le reste, la « lettre » du cheikh Abou Al-Hassan Rachid Al-Boulaydi ne permet guère de spéculer sur de prétendus liens opérationnels entre Al-Qaïda et Boko Haram. AQMI a certes accepté de donner 200 000 euros aux combattants d'Abubakar Shekau. Initialement composé d'Algériens, le groupe, qui sévit surtout dans le nord du Mali, à des milliers de kilomètres du Borno, est également d'accord pour échanger des informations, créer un lieu de rencontre au Niger, et mieux coordonner ses médias pour exposer les crimes de l'armée au Nigeria. Il se dit prêt à fournir des armes, de l'argent, des formations et des instructions

13. En 2010, les chebabs de Somalie auraient par exemple entraîné 90 membres de Boko Haram si l'on en croit des sources américaines qui n'ont pas été vérifiées par des chercheurs indépendants. Voir sur : <www.treasury.gov>.

14. M.-A. Pérouse de Montclos, « Du Nigeria au Maghreb : le chaînon manquant entre Boko Haram et Al-Qaïda », *Maghreb-Machrek*, n° 222, 2014, p. 109-122.

militaires. Mais il ne dit nullement que cet accord de coopération aurait réellement été mis en œuvre. En demandant l'établissement d'un canal de dialogue, les hommes d'Abubakar Shekau suggèrent en fait qu'il n'en existait pas auparavant.

Quant aux instructions d'AQMI, elles invitent à la retenue et ne seront guère suivies d'effet. Les Algériens recommandent aux leaders de Boko Haram de ne pas proclamer de djihad sous le coup de l'émotion. La vengeance est un plat qui se mange froid. Mieux vaut attendre pour frapper l'ennemi par surprise, après s'être bien préparé au combat, avoir obtenu toutes les armes nécessaires, avoir consulté les autres groupes djihadistes dans le monde et avoir convaincu les musulmans du Nigeria de lutter pour l'islam. Or Abubakar Shekau va faire à peu près le contraire, tout en se fâchant avec Khalid Al-Barnawi. La suite des événements démontre plutôt l'autonomie de décision de combattants qui, au fin fond des campagnes du Borno, ne prêtent guère attention aux querelles doctrinales des théoriciens du djihad global, se référant tout à la fois au leader d'Al-Qaïda, Ayman Al-Zawahiri, et à son ennemi juré de l'État islamique, le « calife » Abou Bakr Al-Baghdadi.

De prétendus liens opérationnels entre Al-Qaïda et Boko Haram

C'est dans ces contradictions qu'il convient de prendre ses distances avec le récit dominant des analystes « internationalistes » qui négligent les réalités du terrain. Pour méritoire qu'il soit, l'effort de traduction des auteurs du *Boko Haram Reader* revient en fait à diffuser et donner forme à une propagande qui visait une audience très locale, qui n'avait pas de réelle ambition globale, d'où la nécessité de la rendre intelligible pour un public occidental. Mais il ne faut pas s'y tromper. La trajectoire de Boko Haram s'inscrit dans une histoire longue et répond à des dynamiques endogènes. Islamisée depuis le XI^e siècle, la région du Borno a en effet connu de nombreuses rebellions au nom du Coran. Le mouvement de Muhammad Yusuf n'en est qu'un avatar parmi d'autres.

Une histoire longue

Lorsqu'ils partent des villes pour essayer d'établir une cité céleste dans le monde rural à la frontière du Niger en 2003, les talibans de Kanama recourent à une forme classique de protestation en terre d'islam. Leur migration est assimilée à l'Hégire du prophète à Médine en 622. Dans un premier temps, leur trajectoire rappelle un peu le modèle de la réclusion des ermites soufis dans des grottes qualifiées de « retraites » (*khalwa*) – mot qui a donné son nom à une confrérie, la Khalwatiyya, dont l'influence s'est

étendue de l'Afghanistan au Sahel. Le cas des talibans de Kanama peut aussi évoquer le sort des Ikhwan (« Frères ») qui, désireux de se retirer d'un monde impie, avaient fondé une première colonie de bédouins dans le désert en 1912, avant d'aller appuyer les clercs wahhabites et les émirs de la dynastie des Saoud pour entreprendre la conquête de la péninsule arabique.

Historiquement, ces protestations islamiques par la migration ont souvent donné lieu à des violences, dans la région du Borno comme ailleurs. Ce fut, par exemple, le cas au xvii^e siècle d'un cheikh de la confrérie soufie Qadiriyya, Abdallah ben Abd Al-Jajlil. Autorisé à s'installer près de Birni Gazargamu, à l'époque capitale du sultan du Borno, celui-ci avait la réputation de faire des miracles. Analphabète, il n'avait pas fait d'études, et prétendait que son savoir religieux lui venait directement de Dieu. Sa popularité inquiéta les oulémas de Birni Gazargamu qui, se sentant menacés, ordonnèrent son arrestation, puis se réjouirent de son assassinat par des Touaregs vers 1677¹⁵. Un siècle plus tard, une crise assez similaire éclata avec un chérif connu sous le nom de « Malam Wasarima », Ahmad Al-Mabruk, qui prétendait également être un prophète, et contestait l'autorité des clercs musulmans de la région. Établie à Geidam près de Birni Gazargamu, aujourd'hui fief de Boko Haram, sa secte attira tant d'adeptes que le sultan du Borno se crut obligé de l'attaquer pour disperser ses fidèles vers 1780¹⁶.

Par leur intransigeance et leur idéalisme, les talibans de Kanama sont, eux aussi, vite entrés en conflit avec les autorités traditionnelles. Chassés de leur repaire par l'armée nigériane, ils sont allés trouver refuge en ville auprès de l'imam le plus radical de Maiduguri, Muhammad Yusuf. La suite de l'histoire de Boko Haram fait plutôt penser à une crise mal gérée. De l'aveu même du président Muhammadu Buhari en 2015, elle a dégénéré d'un « feu de paille à un feu de forêt » après l'exécution extrajudiciaire « d'un prêcheur excentrique devenu célèbre par la grâce de la police nigériane¹⁷ ». Ainsi, le basculement de Boko Haram dans la lutte armée n'a nullement obéi à des instructions en provenance d'une fantasmatique Internationale djihadiste. À l'instar de la confrérie soufie des Senoussis, qui n'avait pas d'armée propre et dut faire appel aux Touaregs

15. D. Van Dalen, *Doubt, Scholarship and Society in 17th-Century Central Sudanic Africa*, Leiden, Brill, 2016, p. 46.

16. A. Anwar, « Examining the Socio-Economic and Political Background of Religious Disturbances in Northern Nigeria up to 1965 », *Degel, The Journal of the Faculty of Arts and Islamic Studies*, vol. 11, p. 9, 2015.

17. M.-A. Pérouse de Montclos, « Boko Haram: A Jihadist Enigma », in J. Hentz et H. Solomon (dir.), *Understanding Boko Haram: Terrorism and Insurgency in Africa*, Londres, Routledge, 2017, p. 23.

pour se défendre contre l'envahisseur français dans la région du lac Tchad en 1916, la militarisation de la secte de Muhammad Yusuf a beaucoup plus été le produit des circonstances que le résultat d'un « projet délibéré¹⁸ ».

L'analyse à distance du djihad par les vidéos révèle à cet égard toutes ses limites. À partir de similitudes dans les discours, la calligraphie et l'iconographie de différents groupes insurrectionnels, elle table en effet sur l'existence d'une Internationale djihadiste qui planifierait et coordonnerait des attentats à travers le monde. De simples messages de solidarité ou de condoléances sont dès lors vus comme preuves de liens opérationnels impliquant échanges de combattants, transferts financiers, formations communes et accords pour l'achat en commun d'armes. En témoigneraient les vidéos des maisons de production d'Al-Kata'ib et d'Al-Furqan qui, pour le compte respectivement des chebabs en Somalie et d'Al-Qaïda en Irak, ont dénoncé les exécutions extrajudiciaires de membres de Boko Haram. Est également cité à charge un article d'un magazine d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique, *Sada al-Malahim (L'Écho des Batailles)*, édité par le centre Al-Fajr en 2011, qui protestait contre les massacres de musulmans par des chrétiens à Jos, dans la ceinture centrale du Nigeria.

De simples messages de solidarité sont vus comme la preuve de liens opérationnels

Autre problème, l'analyse à distance du djihad par les sermons conduit à insister indûment sur les racines religieuses du terrorisme djihadiste. Négligeant la dimension politique et sociale des insurrections, elle se focalise sur le rôle de l'endoctrinement islamiste et repose sur l'hypothèse d'un lavage de cerveau plutôt que sur celle d'une « conversion » à une idéologie qui répondrait aux attentes du candidat au djihad¹⁹. Résultat : elle convoie l'idée d'une « radicalisation » de l'islam sous l'influence d'une déferlante de prédicateurs wahhabites en provenance des pays du Golfe. Opposant un islam noir traditionnel et prétendument tolérant à un islam arabe sectaire et violent, l'analyse du djihad par les sermons peut ainsi laisser croire qu'il conviendrait de soutenir l'*establishment* des confréries soufies pour endiguer l'assaut des contestataires salafistes dénonçant des pouvoirs corrompus et impies.

18. J.-L. Triaud, *Tchad 1900-1902 : une guerre franco-libyenne oubliée ? Une confrérie musulmane, la Sanûssiyya, face à la France*, Paris, L'Harmattan, 1988, p. 17.

19. Pour une critique de cette approche, voir par exemple J. Rogozinski, *Djihadisme : le retour du sacrifice*, Paris, Desclée de Brouwer, 2017.

Or la situation sur le terrain demande à être nuancée. Plus que les leaders soufis, déconsidérés par leurs compromissions avec l'affairiste classe politique nigériane, les réformistes salafistes étaient en fait mieux à même de délégitimer la contestation radicale de Muhammad Yusuf. Dans le Borno, Boko Haram a d'ailleurs attaqué, et parfois tué, les clercs fondamentalistes qui critiquaient sa déviance doctrinale puis terroriste. Muhammad Yusuf en particulier, a vite été expulsé des cercles considérés comme proches du wahhabisme. Il a alors réussi à s'imposer sur la scène publique en l'absence, précisément, des imams susceptibles de le rabrouer, partis étudier à l'université islamique de Médine en Arabie Saoudite²⁰.

Dépasser l'idée d'un choc des civilisations

Enfin, l'analyse à distance des sermons des groupes djihadistes tend à véhiculer l'idée d'un choc entre les civilisations islamique et chrétienne. Elle ignore ainsi les rapprochements interreligieux qu'a pu provoquer le défi terroriste et qui mériteraient d'être consolidés. Au Nigeria en 2015, les chrétiens ont voté massivement pour un président musulman, Muhammadu Buhari, afin de se débarrasser du fléau de Boko Haram. Au Cameroun voisin, on a assisté à des élans de solidarité interconfessionnelle, par exemple pour sécuriser les édifices religieux susceptibles d'être attaqués par les insurgés. Suivant le principe d'un gardiennage rotatif (*dooka*) organisé jour et nuit sous la coupe des chefs de quartiers (*jauro*), des musulmans habillés en tenue de ville ont surveillé les églises, tandis que des chrétiens vêtus de djellabas faisaient de même pour les mosquées²¹. Imams, pasteurs et curés ont également assisté ensemble aux enterrements des victimes de confrontations religieuses, quelle que soit la confession du défunt. Et les musulmans ont organisé à la mosquée des « carrés de prière » pour les chrétiens, invités aux grandes fêtes religieuses.

Du choc des civilisations aux fantasmes du djihad global en passant par la surdétermination du rôle de l'endoctrinement religieux et de nombreux contresens historiques sur la « radicalisation de l'islam », l'analyse

20. Né d'une mère peule et d'un père kanouri établi à Mora dans les Monts Mandara à la frontière du Cameroun pour développer son commerce de peaux, le prédicateur salafiste Muhammad Abba Aji est révélateur de ces ambivalences. Depuis la mosquée Mairi de Maiduguri, où il s'était installé en 1979, il est rapidement devenu populaire car il prêchait dans les langues vernaculaires, en kanouri, en haoussa et en mandara, plutôt qu'en arabe ou en kanembu classiques. Il a alors contesté avec succès le syncrétisme des principaux leaders soufis en ville, à savoir Abou Al-Fath et Ibrahim Salih de la confrérie Tijaniyya. Mais il a aussi condamné les violences anti-chrétiennes de 2006, avant de mourir de maladie au cours d'un de ses pèlerinages à La Mecque en 2009, au moment où la crise de Boko Haram commençait à s'enflammer.

21. H. Adama, « Pour une réinvention de l'islamité au Cameroun », *L'Œil du Sahel spécial 20 ans*, 2017, p. 100.

à distance des vidéos de propagande des groupes insurrectionnels du Sahel révèle d'évidentes limites. Elle continue cependant de connaître un certain succès, car elle répond à l'engouement pour les nouvelles technologies, et dispense le chercheur d'enquêtes de terrain dans des régions troubles et difficiles d'accès. D'une certaine manière, elle est aux sciences sociales ce que les drones sont à la guerre conventionnelle : une solution de facilité qui n'évite pas les dégâts collatéraux, mais permet d'épargner des vies humaines dans son propre camp.



Mots clés

Boko Haram
Djihadisme
Propagande
Nigeria